

# TABLE DES MATIÈRES

## 1

Actualités en matière d'organisation judiciaire et de compétence.....	11
--	----

## 1.1

La généralisation du juge unique .....	13
--	----

Dominique Mougnot

*juge au tribunal du commerce du Hainaut  
maître de conférences invité à l'UNamur et l'U.C.L.*

Maxime Marchandise

*conseiller à la cour d'appel de Mons*

<i>Introduction</i> .....	14
---------------------------	----

### Section 1

Chambres collégiales <i>versus</i> juges uniques – Les éléments du débat.....	14
--	----

A. <i>Des vertus réelles et supposées de la collégialité</i> .....	14
--	----

B. <i>Le juge unique: une évolution incontournable?</i> .....	19
---	----

### Section 2

Le régime nouveau .....	21
-------------------------	----

A. <i>Le principe</i> .....	21
-----------------------------	----

B. <i>La soupape de sécurité</i> .....	22
--	----

### Section 3

Les conditions pour siéger comme juge unique.....	26
---	----

### Section 4

Droit transitoire.....	27
------------------------	----

<i>Conclusion</i> .....	28
-------------------------	----

## 1.2

### Actualités en matière de compétence (octobre 2013-janvier 2016) ..... 33

Marc Baetens-Spetschinsky  
assistant à l'U.L.B.  
avocat

*Introduction* ..... 34

#### Section 1

Déclinatoires de juridiction et incidents de répartition ..... 34

A. *Pouvoir de juridiction* ..... 34

1. Pouvoir de juridiction du juge judiciaire ..... 34

a) Pourvoi contre un arrêt du Conseil d'État: exigence d'un conflit d'attribution . 34

b) Notion de droit subjectif et devoir déontologique ..... 36

2. Pouvoir de juridiction du juge judiciaire et convention d'arbitrage –  
Notion de mesure provisoire et conservatoire ..... 37

B. *Incidents de répartition* ..... 39

1. La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2013: extension du champ d'application du  
régime de règlement des incidents de répartition prévu par l'article 88,  
§ 2, du Code judiciaire ..... 39

2. Clauses d'élection de for et divisions d'un tribunal ..... 39

#### Section 2

Principes en matière de compétence ..... 40

A. *Déclinatoire de compétence et indication du juge compétent* ..... 40

B. *Réformation par le tribunal de première instance de la décision du  
premier juge sur la compétence et application de l'article 1070 du  
Code judiciaire* ..... 41

C. *Juge saisi comme en référé incompetent pour connaître  
d'une demande incidente en dommages et intérêts* ..... 42

#### Section 3

Connexité ..... 43

A. *Notion de connexité: actions de travailleurs contre un même  
employeur fondées sur des contrats de travail distincts* ..... 43

B. *Liberté de choix du tribunal au profit du demandeur en cas de  
demandes connexes relevant de la compétence territoriale de  
différents tribunaux de commerce belges* ..... 45

#### Section 4

La loi du 26 mars 2014 (dite « loi sur le juge naturel »)  
et ses applications ..... 47

A. <i>Généralités: nouvelles compétences du tribunal de commerce et du juge de paix</i> .....	47
B. <i>Les nouvelles compétences attribuées au juge naturel ne sont pas exclusives</i> .....	47
C. <i>Droit transitoire</i> .....	49
1. Juge compétent au premier degré: litige entre parties liées par un contrat de stage de 'couveuse'.....	49
2. Juge d'appel compétent en matière de contentieux locatif entre commerçants.....	51
D. <i>Litiges entre entreprises (art. 573 C. jud.)</i> .....	52
1. Qualité d'entreprise au sens de l'article 573 du Code judiciaire.....	52
a) Action dirigée contre une A.S.B.L. ayant pour activité la promotion du tourisme.....	53
b) Action contre une A.S.B.L. ayant pour activité l'enseignement primaire ordinaire libre subventionné.....	53
c) Action en paiement d'une facture dirigée contre un fermier indépendant.....	54
d) Action d'une société civile à forme commerciale en paiement d'honoraires d'avocat dirigée contre une société commerciale.....	54
2. Prorogation de compétence du tribunal de commerce au bénéfice des particuliers: conditions.....	55
3. Action dirigée contre deux défendeurs dont l'un est une entreprise.....	57
4. Critère de la nature de la relation entre parties: une relation « commerciale » entre parties, condition (supplémentaire) de la compétence du tribunal de commerce?.....	57
E. <i>Action en retrait forcé dans une société d'huissiers de justice</i> .....	58
F. <i>Nouvelle compétence du juge de paix (art. 591, 25°, C. jud.)</i> .....	60
1. Notion de fournisseur – Cas particulier de l'action introduite par un gestionnaire de réseau de <i>distribution</i> agissant <i>de facto</i> comme fournisseur..	61
2. Qualité du défendeur: quid de l'action en recouvrement de factures d'énergie dirigée contre une association de copropriétaires?.....	61
 <b>Section 5</b>	
Brèves relatives à des développements législatifs récents dans certains contentieux.....	62
A. <i>Loi du 27 mars 2014: action en réparation collective</i> .....	62
B. <i>Loi du 8 mai 2014: centralisation du contentieux en matière de pensions complémentaires auprès du tribunal du travail</i> .....	63
C. <i>Loi du 21 mai 2015: rétablissement de la compétence des présidents de tribunaux en matière de désignation d'un séquestre</i> .....	63

## 2

Actualités en matière de procédure civile .....	65
---	----

### 2.1

Les significations, notifications, communications et dépôts .....	67
--	----

Justin Vanderschuren  
assistant à l'U.C.L.  
avocat

#### Section 1

Les significations au procureur du Roi .....	68
--	----

#### Section 2

Les notifications, communications et dépôts informatiques.....	70
--	----

#### Section 3

L'information du greffe par l'avocat et la notification par simple lettre à l'avocat en lieu et place de son client.....	79
---	----

### 2.2

La mise en état et les conclusions .....	91
--	----

Maxime Stassin  
assistant à l'U.Lg.  
avocat

<i>Introduction</i> .....	92
---------------------------	----

#### Section 1

Les débats succincts (« circuit court ») .....	92
--	----

A. <i>De la procédure de débats succincts</i> .....	92
---	----

B. <i>Actualité jurisprudentielle</i> .....	93
---	----

C. <i>Actualité législative</i> .....	94
---------------------------------------	----

#### Section 2

La mise en état (« circuit long »).....	95
---	----

A. <i>Première phase: choix du « circuit long » et ordonnance de mise en état</i> .....	95
---	----

1. Mise en état selon le « circuit long » .....	95
---	----

2. L'ordonnance de mise en état.....	97
--------------------------------------	----

B. <i>Deuxième phase : l'échange des conclusions</i> .....	99
1. <i>Forme et contenu des conclusions</i> .....	99
a) <i>Les conclusions – Notion</i> .....	99
b) <i>Les conclusions et la réforme Pot-pourri I – Introduction</i> .....	99
c) <i>La nouvelle structure des conclusions</i> .....	104
d) <i>Modèle de conclusions</i> .....	110
I. <i>L'ENTÊTE</i> .....	111
II. <i>LES ANTÉCÉDENTS DE LA PROCÉDURE</i> .....	111
III. <i>LE CORPS DES CONCLUSIONS</i> .....	111
IV. <i>SIGNATURE DES CONCLUSIONS</i> .....	113
V. <i>INVENTAIRE DES PIÈCES</i> .....	113
e) <i>La nouvelle structure des conclusions : une obligation pour les parties</i> .....	113
f) <i>Mise en perspective : moyens numérotés et office du juge</i> .....	119
g) <i>Implication de la nouvelle définition de l'autorité de chose jugée</i> .....	122
h) <i>Nouvelles responsabilités pour l'avocat</i> .....	123
i) <i>Pot-pourri I : avènement de l'efficacité du procès civil ?</i> .....	124
2. <i>Conclusions de synthèse</i> .....	126
a) <i>Adaptation de l'article 748bis du Code judiciaire</i> .....	126
b) <i>Actualité jurisprudentielle</i> .....	127
3. <i>Dépôt et envoi des conclusions</i> .....	129
C. <i>Les pièces</i> .....	134

## 2.3

### L'avis du ministère public..... 139

Vanessa Grella  
assistante à l'U.Lg.  
avocate

#### Section 1

Synthèse de la situation existant avant la réforme .....	140
A. <i>Rappel des principes et fondements</i> .....	140
B. <i>Rôle accru du ministère public en matières familiale et sociale</i> .....	143
C. <i>Modalités procédurales applicables avant la réforme</i> .....	144
1. <i>À quel moment une affaire était-elle communiquée au ministère public pour avis ?</i> .....	144
2. <i>Quand et sous quelle(s) forme(s) l'avis devait-il être rendu ?</i> .....	144
3. <i>Répliques des parties</i> .....	145
4. <i>Sanction du défaut de communication et d'avis : nullité du jugement</i> .....	146

#### Section 2

La loi nouvelle et le bouleversement du système .....	146
A. <i>Justifications données à la réforme</i> .....	146

B. <i>Nouveau principe: l'avis du ministère public a désormais un caractère facultatif</i> .....	147
C. <i>Exceptions: cas où un avis obligatoire est maintenu</i> .....	148
1. Contentieux social et contentieux familial .....	148
2. Avis écrit sollicité par le juge de paix en application de l'article 765 du Code judiciaire: pas de changement .....	149
3. Directives contraignantes du Collège des procureurs généraux.....	149
a) Article 764, alinéa 5, nouveau du Code judiciaire .....	149
b) Circulaire n° 13/2015 du 10 décembre 2015 du Collège des procureurs généraux .....	150
i) PREMIÈRE CATÉGORIE: MATIÈRES DANS LESQUELLES UN AVIS SERA DONNÉ DANS TOUS LES CAS (POINT III DE LA CIRCULAIRE).....	150
ii) DEUXIÈME CATÉGORIE: LES MATIÈRES DANS LESQUELLES UN AVIS NE SERA EN PRINCIPE PLUS DONNÉ (POINT IV DE LA CIRCULAIRE).....	152
iii) TROISIÈME CATÉGORIE: CATÉGORIE RÉSIDUAIRE DES MATIÈRES DANS LESQUELLES LE MINISTÈRE PUBLIC APPRÉCIERA L'OPPORTUNITÉ DE SON INTERVENTION (POINT II DE LA CIRCULAIRE).....	153
D. <i>Nouvelles modalités procédurales</i> .....	154
1. Quant à la communication des causes au ministère public .....	154
a) Causes communicables en vertu de la loi ou dont le parquet sollicite communication (art. 766, § 1 <sup>er</sup> , al. 1 <sup>er</sup> , C. jud.).....	154
b) Autres causes dont la communication est décidée d'office par le juge (art. 766, § 2, al. 1 <sup>er</sup> , C. jud.).....	155
2. Quant à l'avis du ministère public et aux répliques des parties.....	155
a) Causes communicables en vertu de la loi ou causes dont le parquet sollicite communication.....	156
i) AVIS ORAL.....	156
ii) AVIS ÉCRIT.....	156
b) Autres causes communiquées d'office par le siège.....	158
3. Tableau récapitulatif .....	159
E. <i>Dispositions transitoires</i> .....	162
<i>En guise de conclusion</i> .....	163

<b>2.4</b>		
Le défaut .....	167	
<b>2.4.1</b>		
Le défaut – Suppression de la péremption du jugement par défaut.....	169	
Anne Decroës <i>avocate</i> <i>collaboratrice scientifique à l’U.C.L.</i>		
<b>2.4.2</b>		
Le défaut – Réajustement de la protection du justiciable défaillant.....	175	
Jean-François van Drooghenbroeck <i>professeur à l’U.C.L.</i> <i>professeur invité aux Universités Paris II (Panthéon-Assas)</i> <i>et Saint-Louis (Bruxelles)</i> <i>avocat</i>		
<i>Introduction</i> .....	176	
<u>Section 1</u>		
Rappel de la controverse .....	177	
A. <i>Conception maximaliste: le défaut vaut contestation de la demande</i> ..	178	
B. <i>Conception minimaliste: le défaut vaut absence de contestation de la demande</i> .....	180	
<u>Section 2</u>		
Le nouvel article 806 du Code judiciaire et les péripéties de sa gestation .....	181	
A. <i>L’option politique de l’avant-projet de loi: consécration résolue de la conception minimaliste</i> .....		181
B. <i>Les observations du Conseil d’État</i> .....		182
C. <i>Le projet amendé</i> .....		183
D. <i>Les auditions et la discussion à la Chambre des représentants</i> .....		184
E. <i>Fatale concession ?</i> .....		187

F. <i>Le texte voté, promulgué et publié</i> .....	189
<u>Section 3</u>	
Interprétations divergentes et <i>contra legem</i> .....	190
<u>Section 4</u>	
Interprétation <i>pro lege</i> .....	193
A. <i>Primauté de la loi sur les travaux préparatoires dissidents et dissonants</i> .....	194
B. <i>Dignité européenne de l'article 806 du Code judiciaire</i> .....	196
1. Jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne .....	196
2. L'article 6 de la C.E.D.H. ....	198
<u>Section 5</u>	
Les pouvoirs du juge statuant par défaut: en pratique .....	202
A. <i>Vérification de sa compétence par le juge statuant par défaut</i> .....	202
1. Déclinatoires de juridiction .....	202
2. Compétence territoriale .....	204
3. Compétence matérielle .....	206
4. Incidents de répartition .....	207
5. Litispendance et connexité .....	207
B. <i>Contrôle de la procédure par le juge statuant par défaut</i> .....	208
1. Vices de forme et autres irrégularités formelles .....	208
2. Délais de procédure .....	213
3. Fins de non-recevoir .....	213
4. Mesures de surséance à statuer .....	215
C. <i>Vérification du fondement de la demande</i> .....	216
1. Conciliation de l'article 806 du Code judiciaire avec d'autres textes clairs sur l'office du juge .....	217
2. L'ordre public, levier d'une « <i>kompetenz-kompetenz</i> » du juge statuant par défaut .....	218
3. La spéculation sur la défaillance d'autrui heurte l'ordre public .....	220
4. Le consommateur défaillant, pleinement protégé par le juge statuant par défaut .....	221
5. Aux grands maux, les grands remèdes: le serment supplétoire ou estimatoire déféré d'office .....	222
6. En mode mineur, les ressources de la réouverture des débats .....	224



## 2.5

### Les nullités et autres irrégularités de procédure..... 225

Hakim Boularbah  
*professeur à l'U.Lg.*  
*avocat*

*Introduction*..... 226

#### Section 1

« Toilettage » des textes..... 227

#### Section 2

Suppression du régime des nullités « absolues » ..... 228

A. *Principe et justification* ..... 228

B. *Conséquences*..... 229

#### Section 3

Suppression de la couverture « finaliste » de l'article 867  
 du Code judiciaire..... 230

A. *Principe et justification* ..... 230

B. *Conséquences*..... 232

C. *Maintien de la couverture spéciale de l'article 863 du Code judiciaire*..... 234

#### Section 4

Le régime des délais prescrits à peine de déchéance ..... 234

A. *Les délais pour former un recours* ..... 234

B. *Les autres délais prescrits à peine de déchéance*..... 235

#### Section 5

Droit transitoire..... 236

## 2.6

### L'appel différé des jugements avant dire droit..... 239

Arnaud Hoc  
*assistant à l'U.C.L.*

*Introduction*..... 240

#### Section 1

L'article 1050, alinéa 2, du Code judiciaire en lui-même :  
 une modification contestée ..... 241

A. <i>L'appel immédiat des jugements avant dire droit: une règle mal pensée ?</i> .....	241
B. <i>La faculté du juge d'autoriser l'appel immédiat: une exception mal conçue ?</i> .....	245
<u>Section 2</u>	
L'article 1050, alinéa 2, du Code judiciaire et les autres règles de procédure: une articulation complexe .....	249
A. <i>La nouvelle règle voit sa portée considérablement réduite: articulation avec l'article 875bis du Code judiciaire</i> .....	250
B. <i>D'anciennes règles voient leur portée partiellement affectée: articulation avec les articles 1055 et 1068 du Code judiciaire</i> .....	257
Conclusion .....	260
 <b>2.7</b>  	
Le recouvrement de dettes d'argent non contestées .....	263
Dominique Mougenot <i>juge au tribunal de commerce du Hainaut</i> <i>maître de conférences invité à l'UNamur et l'U.C.L.</i>	
Introduction .....	264
<u>Section 1</u>	
Champ d'application.....	271
<u>Section 2</u>	
Procédure .....	274
Conclusion .....	283

<b>2.8</b>	
<b>Les effets du jugement.....</b>	291
<b>2.8.1</b>	
<b>Extension de l'autorité de la chose jugée par la loi « pot-pourri I » du 19 octobre 2015 .....</b>	293
Jean-François van Drooghenbroeck <i>professeur à l'U.C.L.</i> <i>professeur invité aux Universités Paris II (Panthéon-Assas)                  et Saint-Louis (Bruxelles)</i> <i>avocat</i>	
François Balot <i>avocat</i> <i>collaborateur scientifique à l'U.C.L.</i>	
<i>Introduction.....</i>	294
<u>Section 1</u>	
Inspirations et liaisons dangereuses .....	298
<u>Section 2</u>	
Une réforme d'ampleur heureusement limitée.....	306
A. <i>Peu d'applications en vue. À première vue.....</i>	307
B. <i>Réaffirmation du principe de complétude.....</i>	308
C. <i>Maintien de la recevabilité de la demande fondée sur des faits             nouveaux .....</i>	311
D. <i>Maintien de la recevabilité – de principe – de la demande postulant             un objet nouveau.....</i>	315
E. <i>Maintien de la figure autonome de l'« effet positif » de l'autorité de             la chose jugée.....</i>	319
<u>Section 3</u>	
Une réforme sujette à exceptions?.....	324

## 2.8.2

### L'interprétation, la rectification et la réparation des décisions de justice, ou le service après-vente judiciaire ..... 329

Cécile De Boe  
assistante à l'U.C.L.  
avocate

#### Section 1

Clé de voute: le dessaisissement ..... 332

#### Section 2

Trois sortes d'interventions permises au juge ..... 333

A. *Interprétation* ..... 333

1. Notion ..... 333

2. Exemples ..... 334

B. *Rectification* ..... 335

1. Hypothèses ..... 335

a) Erreurs matérielles ..... 335

b) Omissions matérielles ..... 336

2. Conditions ..... 337

a) Erreurs ou omissions de nature matérielle... ..... 337

b) ... commises par le juge ... ..... 337

c) ... et révélées par des éléments intrinsèques de la décision ..... 338

C. *Réparation* ..... 338

1. Omission pouvant être réparée ..... 339

2. Méthode ..... 340

3. Condition ..... 342

4. Exemples ..... 343

#### Section 3

Limites communes ..... 344

A. *Ne pas étendre, restreindre, ou modifier les droits consacrés* ..... 344

B. *Avoir intérêt à agir* ..... 346

#### Section 4

Délais ..... 347

A. *Interprétation* ..... 347

B. *Rectification* ..... 347

C. *Réparation* ..... 348

Section 5

Juge(s) compétent(s).....	350
A. <i>Juge qui a rendu la décision</i> .....	350
B. <i>Juge auquel la décision est déférée</i> .....	351
1. Appel contre la décision dans son ensemble .....	351
2. Appel portant uniquement sur l'interprétation, la rectification ou la réparation.....	352
C. <i>Juge des saisies</i> .....	353
1. Interventions autorisées.....	354
2. Contentieux de l'exécution.....	355
3. Pas d'extension, de restriction ou de modification des droits.....	355
4. Délai .....	355

Section 6

Intervention du juge d'office.....	355
A. <i>Rectification d'office</i> .....	356
B. <i>Interprétation d'office</i> .....	356
C. <i>Réparation ?</i> .....	357

Section 7

Procédure .....	357
A. <i>Modes d'introduction</i> .....	357
B. <i>Portée et effet</i> .....	358
C. <i>Dépens</i> .....	358

Section 8

Voies de recours.....	359
-----------------------	-----

## 2.8.3

### La réforme de l'exécution provisoire..... 361

Frédéric Georges  
*professeur ordinaire à l'U.Lg.*  
*avocat*

Section 1

Teneur des textes nouveaux.....	363
---------------------------------	-----

Section 2

L'opposition conserve son effet suspensif de principe.....	365
--	-----

Section 3

L'appel se heurte en principe à une exécution provisoire généralisée ..... 367

Section 4

Les balises à l'exécution provisoire ..... 373

Section 5

Entrée en vigueur et appréciation ..... 375